



**Pr Akodah
AYEWOUADAN**
Ministre de la
communication
du Togo



« Les changements positifs intervenus dans le climat des affaires ont fait du Togo le 1^{er} pays réformateur en Afrique et le 3^{ème} au monde. »



Mohamed ZOGHLAMI devient Président d'Honneur du Centre africain de veille et d'intelligence économique

Nouveau président d'honneur du Centre africain de veille et d'intelligence économique, Mohamed Zoghlami est aussi directeur général d'Axismed et consultant international en stratégie & développement. Il est par ailleurs co-fondateur d'Afric'Up et d'Africa in Colors et vice-président de CREATEC, l'association tunisienne des industries créatives numériques.

Nouveau président d'honneur du Centre africain de veille et d'intelligence économique, Mohamed Zoghlami est aussi directeur général d'Axismed et consultant international en stratégie & développement. Il est par ailleurs co-fondateur d'Afric'Up et d'Africa in Colors et vice-président de CREATEC, l'association tunisienne des industries créatives numériques.

Mohamed ZOGHLAMI a travaillé plusieurs années dans les Institutions européennes, chargé des relations euro-méditerranéennes, des questions économiques et industrielles. Il a dirigé Externans International un cabinet de consultants spécialisé dans le développement et la coopération avec les pays émergents notamment en Méditerranée et en Afrique.

Diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence, il détient un DEA de géopolitique et un DESS de droit aérien et spatial. Il a suivi des études en communication à l'Université de Montréal.

Expert dans le conseil en développement & stratégie des entreprises à l'international, il a été porteur de nombreux projets et investissements au Maghreb & en Afrique (<http://www.olympprojects.com/>).

En parallèle, à travers sa société Axismed, il investit dans différents projets (Studio de jeu vidéo Saphirprod (<http://www.saphirprod.com/>), école de formation à la 3DNetinfo (<https://www.3dnetinfo.com/>), tourisme culturel Digital Casbah, Sycomore Méditerranée, Africa4Startup, Sewelo). Il est l'auteur de Toonmed, le premier blog consacré aux dessins animés, à la bande

dessinée et aux arts numériques en Méditerranée & en Afrique.

Mohamed ZOGHLAMI est par ailleurs co-fondateur d'Afric'Up le premier sommet africain des startups www.africup.tn, d'Africa in Colors plateforme digitale et premier événement africain dédié aux industries créatives numériques qui se déroule au Rwanda – <https://africaincolors.com/>, et de l'unique Living Africain & Arabe dans les industries créatives DigiArt en Tunisie (<http://dall4all.org/>).

La Rédaction



Guy GWETH devient ambassadeur des entreprises allemandes en Afrique

Il était déjà la figure paternelle de l'intelligence économique et de la due diligence en Afrique.

Depuis le 1er janvier 2021, Guy Gweth incarne

la nouvelle diplomatie d'entreprise en cours sur le continent au profit de l'excellence des relations économiques et commerciales germano-africaines.



Guy GWETH
Représentant
BVMW Benin, Gabon,
Kamerun, Togo

guy-gweth.com

Depuis le 1er janvier, le président du Centre africain de veille et d'intelligence économique est officiellement le directeur des bureaux extérieurs BVMW Benin, Kamerun, Gabon, Togo. Il a pour mission, d'une part de promouvoir et de défendre les intérêts des entreprises allemandes en Afrique en général et dans les quatre pays ci-dessus en particulier ; et d'autre part de structurer et de dynamiser l'intérêt des entreprises africaines pour le marché allemand.

Selon le nouveau diplomate d'entreprise, « les PME constituent le moteur de l'économie allemande. Elles représentent plus de 99 % des entreprises du pays, produisent environ 60 % des emplois et contribuent à hauteur de 45 % de ses exportations. Spécialisées dans divers domaines, étroitement imbriquées et réparties sur l'ensemble du territoire, elles

contribuent directement ou en tant que sous-traitants au succès du commerce extérieur du pays. En Afrique, leur réputation est inégalée, mélange de robustesse, de discrétion et de stabilité. »

Au 31 décembre 2020, plus de 70% des PME allemandes estimaient que leur situation commerciale était satisfaisante ou meilleure que prévu. 2/3 s'attendaient toutefois à une récession macroéconomique en 2021. Outre les effets de la Covid-19, elles devront faire face à la dégradation de la conjoncture économique en Europe. Pour BVMW, l'heure de l'offensive sur les marchés africains est venue. Elle s'appuie sur une solide expertise locale ayant en partage les valeurs allemandes de rigueur, de discipline, d'agilité, d'anticipation et d'innovation. D'où le choix porté sur monsieur Guy Gweth.

Président du CAVIE, directeur des opérations de Knowdys Consulting Group et responsable de Doing Business in Africa à Centrale Supélec, le diplomate de formation dit « avoir accepté de représenter le German Mittelstand en Afrique parce que cette marque porte en elle l'efficacité des circuits décisionnels courts et des processus de décision rapides dans un environnement marqué par la vitesse. Parce que les PME allemandes ont le profil pour prendre le leadership sur les marchés africains d'ici 2030. Parce que portées sur le long terme, leur enracinement dans les régions où elles sont établies ne pourra que contribuer durablement et efficacement à l'émergence de l'Afrique. »

La Rédaction



« Les changements positifs intervenus dans le climat des affaires ont fait du Togo le 1er pays réformateur en Afrique et le 3ème au monde. »

Petit Etat d'Afrique de l'Ouest, le Togo n'en est pas moins l'un des plus dynamiques. Boosté par une multitude d'initiatives politico-économiques et sociales, le pays affiche des performances enviables. Dans cette interview exclusive accordée au Centre africain de veille et d'intelligence économique, le professeur Akodah AYEWOUDAN, ministre de la communication et porte-parole du gouvernement togolais nous livre les éléments stratégiques mis en place pour doper la croissance et l'attractivité du pays, et générer des emplois durables.

RAVIE : Quels sont les enjeux de la communication stratégique dans le milieu politique africain, cas du Togo ?

Pr Akodah AYEWOUDAN :

Notre continent est exposé à des soubresauts de tous genres. Les menaces sécuritaires, les crises politiques et sociales nées de multiples causes com-

promettent les efforts déployés en faveur de la promotion du dialogue social et de la cohésion nationale. A cela est venue s'ajouter la crise sanitaire de la pandémie à coronavirus. Celle-ci semble s'installer dans la durée et devient

un poids pour les économies nationales déjà affaiblies par des difficultés endogènes - la riposte contre la pandémie a coûté plus de 107 milliards de F CFA au Togo.

“ **L'enjeu majeur sur le continent reste donc de mettre la communication au service d'un changement qualitatif et quantitatif au plan politique, économique et social.** ”

lever, pour éviter certaines crises, demeure celui du développement économique et social. L'enjeu majeur sur le continent reste donc de mettre la communication au service d'un changement qualitatif et quantitatif au

S a n s
p e r d r e
de v u e
ces diffé-
rentes me-
naces, le
plus grand
défi que
l'Afrique
doit re-

EQUIPE DE PRODUCTION

REDACTEUR EN CHEF
GWETH Guy

REDACTEUR EN CHEF AD.
DOUMONGUE Beaugrain

CONSEILS EDITORIAUX
MBENGUE ABABACAR
MARSHALL Linda

REDACTEURS

ADJAYI Kamal
AGBOTON Désiré Olivier
AYEWOUADAN Akodah
AYITE Dany
AZIAKA Rolande
BLEU Jacob
D'ALMEIDA EDEM
DEMAKOU Yéndoubé
DIALLO Mbaye Fall
DJIKOUNOU Aimé
EPOUNE Thomas
HAÏDARA Carine Oumou
KHEMAKEM Mehrez
KUADJOVI Ornella Marlène
LIMAM Karim
LOGOH Jacques
MBIANDOU Douglas
MOUSTAPHA Aché Ahmat
NOUBISSIE Claudel
SAGADOU Jean-Paul
STEPHAN Olivier
TIBA Alain
ZOGHLAMI Mohamed

CONCEPTION
DJOU Eliane

DIFFUSION
NOUSSI Amen
ATEBA Claude

© CAVIE2021

plan politique, économique et social. Une telle approche impose de capitaliser sur une gouvernance concertée, une jeunesse formée, des secteurs économiques viables comme l'agriculture et une gestion saine et transparente des biens publics.

“
Dans une sous-région ouest-africaine confrontée à des menaces sécuritaires d'envergure, le Togo apparaît aujourd'hui comme un îlot de paix.”

Au Togo, le choix du gouvernement, après l'élection présidentielle du 22 février 2020, est de concentrer les énergies sur l'émergence du pays qui est au cœur de notre ambition depuis la dernière décennie. L'objectif étant d'atteindre la croissance économique et le développement social et humain.

La communication stratégique du gouvernement est par conséquent articulée autour de la feuille de route présidentielle « Togo 2025 ».

Il s'agit d'une nouvelle vision nationale articulée autour d'un pays en paix, une Nation qui se modernise et qui crée une croissance économique inclusive et durable. Cette vision repose sur trois piliers à savoir :

- Renforcer l'inclusion et

l'harmonie sociales et consolider la paix ;

- Dynamiser la création d'emplois à partir des atouts de notre économie ;

- Moderniser le Togo et renforcer ses structures.

La stratégie de communication re-

tenue ici est transversale et à un triple niveau : présidentiel, primo ministériel et ministériel. Sous le leadership du chef de l'Etat, son Excellence Faure Essozimna Gnassingbe, elle est dédiée à l'accompagnement de tous les secteurs engagés dans la réalisation de cette vision de développement qui se traduit en projets opérationnels et en réformes nécessaires à mettre en œuvre.

“
Les changements positifs intervenus dans le climat des affaires ont fait de notre pays le premier pays réformateur en Afrique et le 3e au monde en matière de facilitation des affaires selon le classement du Doing Business 2020 de la Banque Mondiale.”

Comment participe-t-elle à tailler l'image de marque du pays d'une part, et à l'opération de charme faite aux investisseurs internationaux d'autre part ?

Dans une sous-région ouest-africaine confrontée à des menaces sécuritaires d'envergure, le Togo apparaît aujourd'hui comme un îlot de paix. La paix étant l'une des conditions primordiales pour dérouler les projets de développement, le gouvernement s'évertue à entretenir ce climat afin d'attirer des investisseurs aussi bien nationaux qu'internationaux.

Le Togo met aussi l'accent sur son dynamisme économique en travaillant sur la visibilité des infrastructures portuaires et aéroportuaires qui ont été modernisées et, surtout, en relayant les progrès réalisés dans l'assainissement continu du climat des affaires à travers des réformes de plusieurs ordres.

Il s'agit des progrès engrangés notamment dans la facilitation des procédures de création d'entreprises, la réduction des coûts, des délais et des formalités d'obtention des permis de construire. Il en va de même pour l'exécution des contrats qui vise à garantir la sécurité juridique de l'investissement. Un effort a été fait

relativement à la simplification des impôts et la promotion de la transparence.

Les changements positifs intervenus dans le climat des affaires ont fait de notre pays le premier pays réformateur en Afrique et le 3e au monde en matière de facilitation des affaires

selon le classement du Doing Business 2020 de la Banque Mondiale. De même, en dépit de la crise sanitaire liée à la Covid-19, le Togo se classe au 3e rang des destinations de l'UEMOA dans le rapport sur l'Index d'Attractivité des Investissements en Afrique 2020, publié la 2e année consécutive par Africa CEO Forum et le cabinet Deloitte.

Par ailleurs, notre pays a créé des cadres appropriés pour « vendre » aux potentiels investisseurs la destination Togo. L'un des tout derniers grands cadres reste le Forum économique Togo/Union Européenne qui a réuni en 2019 à Lomé 1250 participants issus de 54 pays dont 28 de l'Union Européenne. Les retombées en la matière pour les investissements ne sont pas négligeables.

Enfin, la création au sein du gouvernement d'un département chargé de la promotion des investissements participe aussi de la volonté de notre

“

L'ambition affichée par le gouvernement est de définir une véritable politique nationale de protection sociale à travers notamment l'extension et la digitalisation des mécanismes de filets sociaux et de protection sociale.”

pays de consolider la politique d'attractivité économique amorcée depuis quelques années et d'œuvrer à renforcer sa capacité de mobilisation des ressources extérieures.

Quels sont les grands chantiers du nouveau gouvernement togolais pour le reste du quinquennat ?

Conformément à la feuille de route de la vision présiden-

“

**Un parc industriel déjà en construction au nord de Lomé permettra de développer une plateforme logistique multiservices d'excellence avec un double focus sur la logistique et l'agro-industrie en ap-
point au Port autonome de Lomé. ”**

tielle 2020-2025, décomposée en 3 axes principaux, le Togo compte mettre en mouvement principalement 36 grands projets et 6 réformes.

Parmi ces projets, le gouvernement a dégagé 13 projets et une réforme prioritaires sur la base de leur importance stratégique pour notre pays, leur

impact économique et social, leur pertinence dans le contexte Covid-19 et en prenant en compte les bonnes pratiques internationales.

En vue de renforcer l'inclusion et l'harmonie so-

ciales et de consolider la paix, le gouvernement projette d'attribuer une identité biométrique à tous les Togolais, ce qui permettra de mettre en place un registre social unique et de faciliter le déploiement de la couverture santé universelle. L'architecture législative est déjà en place. Une loi sur l'identification biométrique a, par exemple, déjà été votée.

Dans le domaine social, la politique d'électrification pour tous sera poursuivie pour l'atteinte de l'objectif 75% de couverture nationale en 2025 et 100% au plus tard 2030. Il en est de même pour l'augmentation de l'accès en eau potable dont le taux d'accès est déjà

passé de 25 % à 57 % entre 2005 et 2019. Les progrès réalisés seront intensifiés afin d'atteindre un taux de desserte de 85 % d'accès à l'eau potable dans les centres urbains et les zones rurales. D'autres mécanismes sociaux déjà opérationnels (cantine scolaire, gratuité de l'école primaire, l'assurance scolaire, etc.) permettront également d'augmenter les capacités d'accueil scolaire.

L'ambition affichée par le gouvernement est de définir une véritable politique nationale de protection sociale à travers notamment l'extension et la digitalisation des mécanismes de filets sociaux et de protection sociale. L'expérience concluante du programme « novissi » qui a touché 600 000 personnes pour un volume de 13 milliards de francs CFA, au plus fort de la pandémie de Covid 19, incite à continuer dans ce sens.

Afin de dynamiser la création d'emplois à partir des atouts de notre économie, le gouvernement entend miser sur l'amélioration des rendements agricoles, secteur qui contribue à plus de 40% au PIB national, grâce à une stratégie nationale agricole pour améliorer les rendements couvrant notamment la mécanisation, l'irrigation et l'accélération de l'utilisation

d'intrants. La carte de fertilité des sols est, par exemple, en cours de finalisation.

Le projet de développement de la route nationale 1 (RN1) reliant l'hinterland à l'agglomération

de Lomé et au port a reçu un coup d'accélérateur en ce début d'année avec l'accord signé entre ARISE IS, le premier fournisseur d'infrastructures en Afrique et le gouvernement du Togo. ARISE mettra son expertise au service de la construction de cet axe qui reliera à terme, en 2X2 voies, la capitale du Togo avec le Burkina Faso sur 700 km au nord. Cet important projet de construction dotera le Togo d'une route moderne qui facilitera le transport des personnes et des marchandises, stimulera le commerce intérieur et renforcera la sécurité routière.

Le réseau routier rural sera également étendu avec la construction de 4000 km de voies rurales ciblant les zones

agricoles à fort potentiel d'exportation afin de connecter les agriculteurs au marché. Un parc industriel déjà en construction au nord de Lomé permettra de développer une plateforme logistique multiservices

d'excellence avec un double focus sur la logistique et l'agro-industrie en appoint au Port autonome de Lomé. Cette zone industrielle, qui s'étend dans sa première phase sur

129 hectares pour atteindre à terme les 400 hectares, devrait accueillir ses premiers occupants en juin 2021.

La logistique sur le site sera opérationnelle plus tôt et sera dotée d'un parking d'une capacité de 700 camions, d'un parc pour le stockage de conteneurs d'une capacité de 12 500 EVP, d'un entrepôt de chargement, d'une plateforme de stockage des matières premières, d'une zone de 200 000 m² dédiée aux autres activités logistiques, sans oublier les routes et emprises routières qui relieront le tout à la RN1.

La modernisation du Togo et le renforcement de ses structures passera par l'augmentation des ressources pu-

“ **Le gouvernement envisage d'étendre la couverture du réseau internet fixe et mobile à 95% de la population à l'horizon 2025 et de faire de la digitalisation des principaux services publics l'outil essentiel de sa modernisation.** ”

bliques à travers la définition et la mise en œuvre d'un plan d'augmentation des recettes fiscales et douanières, d'encouragement de la formalisation de l'économie et d'optimisation de la gestion de la dette, en ciblant un ratio de recettes fiscales sur PIB de 20% en 2024 et une réduction du coût du service de la dette sur les recettes publiques. Ce projet bénéficiera de la réforme des mécanismes d'appui aux Très petites et moyennes entreprises (TPME) qui se verront offrir une facilitation d'accès au financement et au foncier.

Enfin, le gouvernement envisage d'étendre la couverture du réseau internet fixe et mobile à 95% de la population à l'horizon 2025 et de faire de la digitalisation des principaux services publics l'outil essentiel de sa modernisation. Un accent particulier sera ainsi mis sur la digitalisation des services et parcours publics pour faire du Togo une référence régionale en la matière. L'amélioration du service de téléphonie mobile et de l'accès à l'internet sont déjà une réalité dans notre pays.

Quels sont les atouts du pays pour y parvenir ?

Il est évident que le Togo à lui seul n'a pas les moyens pour réaliser tous ces projets. Aussi, le pays compte-t-il sur le secteur privé national, les investisseurs internationaux et les partenaires en créant des conditions intéressantes.

“

Le Togo représente aussi un important centre financier de l'Afrique de l'Ouest, pas moins de 14 institutions bancaires et 3 établissements financiers présents sur le sol togolais.”

Au profit des opérateurs économiques nationaux, outre les nombreuses facilités à eux offertes, le gouvernement a créé par décret N° 2017-049/PR du 31 mars 2017 un cadre de concertation entre l'Etat et le secteur privé, ce qui concrétise la volonté manifeste du Président de la République et du Gouvernement de faire du secteur privé la cheville ouvrière de la croissance économique dans notre pays. Ce secteur privé national a été suffisamment sensibilisé sur la feuille de route de la vision 2025. Et le gouvernement attend de lui 65% de contribution à la réalisation des projets.

En dehors de la paix, la sécurité et la stabilité politique qui demeurent les premiers atouts de notre pays, le Togo dispose

de nombreux autres atouts et avantages comparatifs naturels, économiques et juridiques.

La position géographique de notre pays, qui est une porte d'entrée aux pays du sahel, est desservie par des infrastructures routières, aéroportuaires et portuaires de qualité. Le Togo est le seul pays en Afrique de l'Ouest à disposer d'un port en eau profonde naturel capable d'accueillir les navires de dernière génération. Le Togo jouit également d'une excellente desserte aérienne avec un aéroport répondant aux normes et standards internationaux. La présence d'une compagnie panafricaine fait du Togo un hub qui dessert plusieurs capitales africaines. Le Togo représente aussi un important centre financier de l'Afrique de l'Ouest, pas moins de 14 institutions bancaires et 3 établissements financiers présents sur le sol togolais.

Le climat des affaires est en constante amélioration au Togo. Le dernier classement du Doing Business qui fait de notre pays le premier réformateur en Afrique et le 3e au monde ainsi que les autres notations économiques diverses

rendent la destination Togo fiable.

Au plan juridique, le Togo est partie au traité Ohada qui nous offre une ouverture sous régionale importante. De même, le processus de modernisation de la justice est presque à terme, de quoi rassurer les investisseurs quant à la garantie de leurs investissements. Les différents codes relatifs aux investissements,

aux impôts, au foncier ont été modernisés offrant ainsi beaucoup de facilités aux investisseurs. Il faut ajouter à cela la zone franche togolaise.

Au total, le Togo reste une destination prisée parce qu'il dispose d'un cadre propice, novateur et particulièrement incitatif pour faire prospérer les affaires. Du reste, les principaux secteurs de croissance restent encore sous-exploités ou inexploités. Que ce soient l'agro-industrie, l'agroalimentaire, les infrastructures, l'industrie textile, les logements, les énergies renouvelables, les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), le tourisme, la transformation et l'exportation, les services, les niches d'investissement existent.

Comment l'État togolais compte-t-il concrètement tirer parti du potentiel de sa jeunesse pour atteindre ses objectifs ?

Vous savez, la jeunesse togolaise est dynamique, inventive et déterminée à se prendre en charge pour apporter sa

“
Le dernier classement du Doing Business qui fait de notre pays le premier réformateur en Afrique et le 3e au monde.”

contribution à l'économie nationale. Pour l'accompagner, le gouvernement mise sur l'amélioration de l'adéquation entre l'éducation et la formation de qualité, deux éléments fondamentaux pour la préparer à s'adapter au marché de l'emploi. La volonté du gouvernement est de faire de la jeunesse togolaise une jeunesse épanouie, autonome et responsable qui participe pleinement à la construction nationale, en particulier dans le domaine de l'accélération de la croissance et du développement socio-économique.

Le regroupement de l'ensemble des départements en charge de l'éducation et de la formation dans le dernier gouvernement répond à ce souci d'assurer l'adéquation

entre notre système éducatif et le marché du travail.

Plusieurs filières de formations professionnelles et d'apprentissage sont créées et seront renforcées à travers la poursuite du programme de construction des Instituts en Alternance pour le Développement (IFAD). L'objectif du Togo est de disposer de dix (10) IFAD au cours des cinq prochaines années en interaction avec le secteur privé. Le gouvernement a aussi à son programme la construction de trois collèges universitaires dans le but de moderniser et de renforcer les infrastructures universitaires.

À l'avantage de la jeunesse togolaise plusieurs mécanismes gérés par le ministère chargé de la jeunesse et de l'emploi des jeunes sont conçus pour notamment soutenir l'entrepreneuriat des jeunes et promouvoir un artisanat créateur d'emplois.

Le Togo dispose d'un programme national de volontariat créé par le décret N° 2014-151/PR du 09 juillet 2014 qui offre aux jeunes diplômés l'occasion de se confronter au monde du travail avant l'obtention de leur premier emploi. Le taux d'insertion professionnel au terme du vo-

lontariat est de 72%. Les volontaires sont déployés aux cotés des structures d'accueil issues de la société civile et des collectivités territoriales pour apporter leur expertise dans divers domaines : santé, développement communautaire, justice, protection de l'enfance, éducation...

A ce jour, en plus du volontariat national de compétences, qui est le premier type

de volontariat mis en place au Togo, se sont ajoutés trois

“
Le gouvernement a aussi à son programme la construction de trois collèges universitaires dans le but de moderniser et de renforcer les infrastructures universitaires.”

autres, que sont le volontariat d'engagement citoyen, le volontariat sénior et le vo-

lontariat de réciprocité. Depuis 2011, l'Agence nationale de volontariat du Togo a mobilisé 38 228 volontaires nationaux et environ 1000 volontaires internationaux au profit de différentes structures, secteurs d'activité et mission

spécifiques.

Pr Akodah AYEWOUDAN

Agrégé des facultés de droit

Ministre de la communication et des médias, porte-parole du gouvernement

Études et Formation

Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat (ECO A Poitiers).

Doctorat en droit privé et sciences criminelles, Université de Poitiers

Certificat en management, Université de Poitiers

Années d'expérience : 15 ans

Langues : Français /Anglais

Domaines d'intervention

Droit des affaires, Droit des investissements, Droit Civil, Droit foncier, Droit des Techniques de l'Information et de la Communication, Arbitrage et médiation, Droit Pénal.

Activités académiques

Expérience de plus d'une quinzaine d'années dans l'enseignement du droit dans les universités.

Professeur invité dans plusieurs universités africaines et européennes.

Consultant senior sur les problématiques liées aux TIC, au foncier, au droit des affaires.

Publications

Les droits du contrat à travers l'internet, (coll. Création Communication Information), Larcier 2012.

De nombreux articles de doctrine.

Chronique mensuelle de droit togolais et africain des affaires in L'Essentiel du Droit Africain Des Affaires, Lextenso. In Revue togolaise de droit des affaires (Les mercuriales)

Autres activités

Membre de l'Institut EuroAfricain de Droit Économique (INEADEC)

Membre du Centre de droit des affaires de l'Université de Lomé



DÉCOUVRIR, COMPRENDRE ET AGIR AVEC LE CAVIE



12 SECTEURS
SOUS SURVEILLANCE
24h/24 et 7j/7

UNE ORGANISATION CONTINENTALE

Légalisé le 03 août 2015 à Yaoundé, le Centre Africain de Veille et d'Intelligence Économique (CAVIE) est une institution panafricaine non gouvernementale à but non lucratif. Reconnu comme l'organisation de référence en matière de formation et de certification en veille et intelligence économique en Afrique, le Centre est représenté dans 37 pays dans le monde. Ses membres promeuvent les bonnes pratiques de veille et d'intelligence économique, ainsi que leurs implications dans la compétitivité de la région. Le CAVIE est l'interlocuteur privilégié des secteurs public et privé sur les questions de défense du patrimoine nationale, conquête des marchés extérieurs et influence de la décision publique en Afrique.

DES MISSIONS SENSIBLES

Grâce à son équipe pluridisciplinaire, le CAVIE répond précisément à des problématiques à haute valeur ajoutée telles que :

- La sensibilisation des pouvoirs publics, des entreprises et du monde éducatif africains aux enjeux stratégiques de la veille et de l'intelligence économique ;
- L'aide à la création et au développement des dispositifs de veille sectorielle, d'intelligence économique et stratégique au sein des institutions publiques et privées ;

- Le renforcement des capacités des institutions publiques et privées, ainsi que des porteurs de projets individuels par le biais des publications, conseils, formations et conférences ;
- La fédération, la représentation et la promotion des intérêts professionnels, moraux, économiques et juridiques des acteurs africains de la veille et de l'intelligence économique ;
- La garantie que : chaque adhérent du Centre est reconnu comme professionnel par ses pairs, qu'il n'a pas été condamné par la Justice au moment de son intégration et qu'il s'est engagé à respecter la charte d'éthique de la profession édictée par le CAVIE.

DES SERVICES STRATEGIQUES

Engagé auprès des différents acteurs désireux d'accroître leur compétitivité, le CAVIE met à votre disposition :

- ❖ Des formations diplômantes et certifiantes ;
- ❖ Une veille 24/7 dans 12 secteurs d'activité en Afrique ;
- ❖ Des études de marché et d'opportunités à la demande ;
- ❖ Le benchmarking des bonnes pratiques internationales ;
- ❖ La création d'unités de veille sociale et réglementaire ;
- ❖ La mise en place de cellules d'intelligence économique ;
- ❖ La recherche de partenariats qualifiés.

CAVIE, le cœur de l'Afrique conquérante

DE SOLIDES REFERENCES

Fort de son expérience, le CAVIE s'inscrit aujourd'hui comme un partenaire de choix. Parmi ses références :



DES PARTENAIRES DE CONFIANCE



DES CODES POUR DEVENIR MEMBRE

- ❖ **Personne physique**
Depuis le 1er février 2019, il faut avoir suivi une formation certifiante du Centre pour devenir membre du CAVIE. Plus d'informations sur nos sessions à cavie-acci.org.

Toute demande d'adhésion doit se faire par écrit. Elle est soumise au Conseil d'Administration qui statue. La décision d'admission ou de rejet doit être motivée et notifiée par écrit au demandeur.

Les adhérents devront respecter impérativement les trois conditions suivantes :

- Être âgé de 18 ans révolus au jour de leur demande d'adhésion
- Être en adéquation avec les valeurs et les objectifs du CAVIE
- Régler sa cotisation annuelle

- ❖ **Personne morale**
Les personnes morales adhèrent au CAVIE en devenant partenaires.

DES CONTACTS POUR AGIR ENSEMBLE

Retrouvez-nous sur les réseaux sociaux...



... Et dans le monde réel :

B.P: 35605 Yaoundé Cameroun
Tel : +237 242 003 106
GSM : +237 659 173 030
Mail : welcome@cavie.org
Home : cavie-acci.org



ÉTUDES DE MARCHÉ EN AFRIQUE

Production - Vente - Achat - Formation

65 études mises à jour suite à la Covid-19



En savoir plus sur www.africadiligence.com



CENTRE AFRICAIN DE VEILLE ET D'INTELLIGENCE ECONOMIQUE

DEVENIR MEMBRE

AVANTAGES

- Appartenance à un réseau qualifié
- Accès à des renseignements privilégiés
- Implication dans les prestations du CAVIE
- Défense et promotion des intérêts professionnels
- Participation concrète à la compétitivité africaine

OBLIGATIONS

- Adhérer aux statuts et règlements du CAVIE
- Etre à jour des cotisations annuelles (185€)
- Se former aux métiers de l'intelligence économique
- Produire de la connaissance en rythme mensuel
- Contribuer à la promotion du CAVIE partout où besoin

membership@cavie.org

Home : cavie-acci.org